

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 11 au 22 novembre 2024

Energie-climat

Keir Starmer multiplie les annonces à la COP29 et au G20

À la COP29, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé la nouvelle « contribution nationale déterminée » (NDC) du Royaume-Uni : il s'est engagé à ce que le Royaume-Uni réduise de 81 % ses émissions de GES d'ici 2035 par rapport à 1990. Le Royaume-Uni est ainsi le 3ème pays à prendre de nouveaux engagements après les Emirats Arabes Unis et le Brésil, hôtes respectivement de la COP28 et de la prochaine COP30, alors que les Etats ont jusqu'à fin février 2025 pour remettre leur NDC.

Keir Starmer a également invité les investisseurs privés à payer leur « juste contribution » à la lutte contre le réchauffement climatique en écho au lancement à la bourse de Londres d'un nouvel instrument financier géré par *Climate Investment Funds* visant à mobiliser un maximum de 58 Md£ pour la transition climatique. Il en a profité pour réitérer l'engagement du gouvernement précédent de mobiliser 11,6 Md£ de financements publics pour le climat d'ici 2025/26.

Le Premier ministre a également annoncé la création d'un bonus pour le développement de la *supply chain* britannique dans l'éolien en mer : pour chaque GW de capacité de production industrielle ouvert au Royaume-Uni, les développeurs pourront toucher 27 M£ dans la limite de 200 M£.

Enfin, Keir Starmer a lancé lors du G20 la *Global Clean Power Alliance* aux côtés du président brésilien Lula et avec le soutien d'une dizaine de pays (dont la France). Cette nouvelle initiative vise à accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans les pays émergents et en développement afin d'atteindre l'objectif fixé lors de la COP28 de tripler la capacité installée d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Le gouvernement dévoile son plan pour la rénovation énergétique des logements

Le DESNZ a annoncé une série de mesures dans le cadre de son [Warm Homes Plan](#), annoncé pendant la campagne des élections

législatives, et qui devraient permettre la rénovation de 300 000 logements pour un investissement public total de 3,2 Md£.

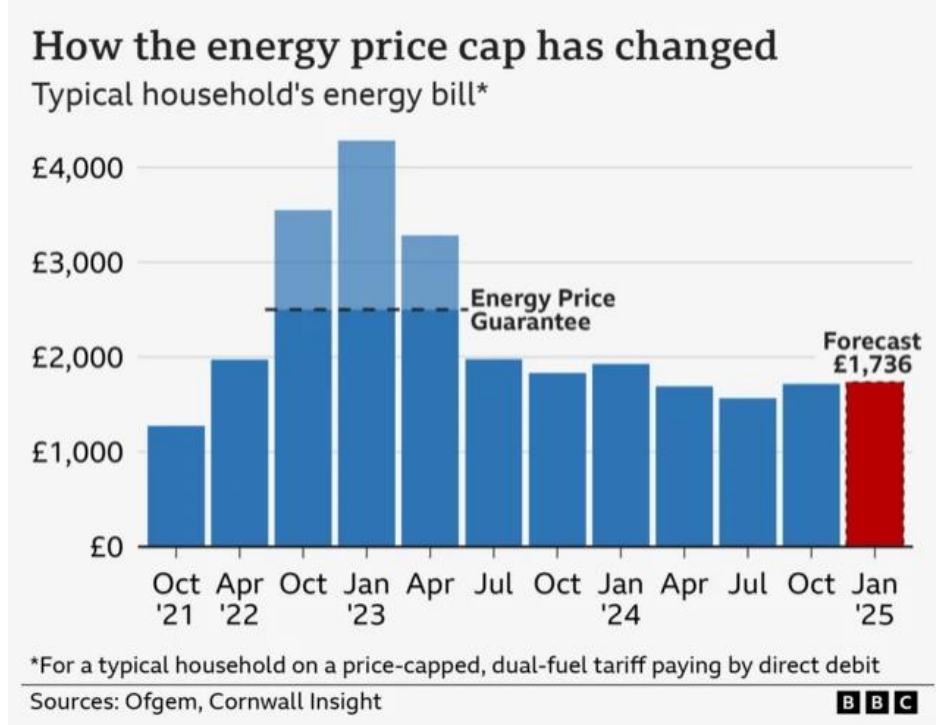
Plusieurs mesures devraient encourager le déploiement des pompes à chaleur. 30 M£ supplémentaires sont ainsi alloués au budget du *Boiler Upgrade Scheme*, qui peut subventionner jusqu'à 7 500 £ pour l'achat d'une pompe à chaleur, portant à 180 M£ le budget total du dispositif jusqu'à mars 2025, qui s'ajoutent aux autorisations données à l'Ofgem, le distributeur du dispositif, de dépasser le budget initial jusqu'à 250 M£ engagés pour l'année en cours et 295 M£ l'an prochain. Le gouvernement s'est également engagé à abroger l'obligation d'obtenir une autorisation pour l'installation d'une pompe à chaleur en Angleterre, et en particulier de la règle imposant que celles-ci ne doivent pas être installées à moins d'un mètre des limites de la propriété. L'entrée en vigueur du *Clean Heat Mechanism* au 1^{er} avril 2025 est enfin confirmée, malgré les appels du lobby gazier à atténuer la portée de cette nouvelle obligation imposée aux fournisseurs d'équipements de chauffage.

Le gouvernement a par ailleurs annoncé deux nouveaux dispositifs d'accompagnement pour l'isolation et l'installation de modes de chauffage bas-carbone dans les logements sociaux, la préparation de nouvelles normes d'efficacité énergétique pour les chaudières à gaz et les pompes à chaleur ainsi que le lancement d'une consultation pour réintroduire de nouvelles obligations de performance énergétique minimale des logements du parc locatif privé à partir de 2030, qui avaient été abrogées par le précédent Premier ministre Rishi Sunak.

Démantèlement des infrastructures pétrolières et gazières en Mer du Nord – Selon une nouvelle étude de la fédération professionnelle [Offshore Energies UK](#), le démantèlement des infrastructures de production de pétrole et de gaz en Mer du Nord pourrait coûter 24,6 Md£ jusqu'en 2033.

Les prix de l'énergie devraient rester durablement élevés selon le cabinet de conseil Cornwall Insights

Dans son dernier rapport, le cabinet de conseil spécialisé dans l'énergie [Cornwall Insights](#) a jugé que le niveau élevé des prix de l'énergie pour les ménages devait être considéré comme une « nouvelle normalité » (« *new normal* »). Le cabinet s'attend en effet à ce que le nouveau *price cap* qui sera annoncé par l'Ofgem et s'appliquera à compter de janvier 2025 porte à 1 736 £ la facture annuelle d'un ménage moyen soit une hausse de 1 % par rapport à l'année précédente. Le retour au niveau de prix observé avant le début de la guerre en Ukraine ne semble pas d'actualité, les marchés étant encore particulièrement sensibles aux tensions géopolitiques.



Environnement

Le Pays de Galles se retire du projet de futur dispositif national de consigne

Le [gouvernement gallois](#) a confirmé que le Pays de Galles ne participerait pas au futur dispositif de consigne (*deposit return scheme*) que le gouvernement de Westminster espérait mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire britannique à compter de 2026. Le gouvernement gallois ne renonce pas pour autant à mettre en place son propre système de consigne régi par ses propres règles comme l'autorise le cadre de dévolution. Le Pays de Galles souhaite en effet préserver ses bonnes performances en matière de recyclage (taux de recyclage de 66 %) et continuer d'étudier la possibilité d'inclure les bouteilles en verre dans son dispositif à l'instar de l'Ecosse. Cette décision pourrait déclencher une nouvelle crise avec Westminster, alors que le gouvernement britannique avait déjà invoqué le UK Internal Market Act 2020 pour s'opposer à ce que l'Ecosse dispose de ses propres règles.

Transports

Le gouvernement ne souhaiterait pas modifier les objectifs de ventes de véhicules électriques

A l'approche de la fin de l'année, plusieurs constructeurs automobiles établis au Royaume-Uni, dont le premier d'entre eux, Nissan, ont alerté le gouvernement sur le fait que les seuils minimum de ventes de véhicules électriques fixés par le *Zero Emissions Vehicle Mandate* (22% des ventes de voitures de chaque constructeur en 2024, proportion qui progressera pour atteindre 80 % en 2030) ne pourront être atteints.

Près de 300 000 nouveaux véhicules électriques ont été vendus au Royaume-Uni en 2024, ce qui représente 18,1 % de la part de marché depuis le début de l'année, soit une augmentation par rapport aux 16,3 % de l'année dernière, mais toujours en deçà de l'objectif de 22 % fixé par le gouvernement précédent compte tenu de la faiblesse de la demande. En cas de non atteinte, les constructeurs devront s'acquitter d'une amende de 15.000 £ par véhicule non conforme, ou auront, jusqu'en 2027 la possibilité d'acheter des quotas à des producteurs excédentaires ou d'emprunter un nombre limité de quotas sur leur production à venir.

Dans ce contexte, la ministre des transports, Louise Haigh, et le ministre des entreprises et du commerce, Jonathan Reynolds, ont reçu le 20 novembre les 8 principaux constructeurs de véhicules électriques au Royaume-Uni (dont Nissan, Tesla, Stellantis, Ford et Volkswagen) afin d'entendre leur demande de report d'un an des amendes ou de mise en place d'une période d'observation et de contrôle sans pénalités de deux ans. Les ministres n'auraient pas donné suite à cette demande, ni à celle de baisser le montant des amendes, mais pourraient étudier l'utilisation de modalités de calcul plus favorables (inclure les véhicules électriques fabriqués au R-U mais exportés ; égaliser la part de voitures et de vans dans la cible). Les constructeurs de bornes de recharge ont pour leur part exprimé leur souhait que la législation reste inchangée afin de garantir un cadre stable et prévisible la transition vers les véhicules électriques.

Un consortium incluant le métro de Tokyo pour gérer la ligne de métro Elisabeth Line

Transport for London (TfL) a annoncé que le métro de Tokyo fait partir du consortium GTS Rail Operations Limited qui reprendra la gestion de la Elisabeth Line à partir de mai 2025 pour 7 ans. Le métro de Tokyo fera partie de la JV à hauteur de 17,5 %, avec Sumitomo Corporation (17,5 %) et la société britannique Go Ahead (65%). Cette dernière gère déjà plusieurs autres réseaux ferrés (Thameslink et Southern en lien avec Keolis). Ce changement de gestionnaire intervient après deux années peu satisfaisantes en termes de retard pour MTR (détenu à 75 % par les autorités de Hong-Kong) et alors que la ligne devrait enregistrer une hausse de son trafic à horizon 2030 avec l'ouverture de la gare de Old Oak Common (qui reliera Londres à Birmingham en train grande vitesse). Il s'agit du premier contrat à l'étranger du métro de Tokyo.

Industrie

Le secteur du commerce de détail réagit au budget 2025-26

Suite à la présentation du budget 2025-26 le 30 octobre dernier par la Chancelière de l'Echiquier, le secteur du commerce de détail a transmis à cette dernière un courrier lui faisant part d'un impact de 7 Mds£ des mesures annoncées pour leur secteur d'activité. Les principaux surcoûts sont liés au passage du taux de cotisations sociales patronales de 13,8 % à 15 % et de l'abaissement du seuil de rémunération déclenchant leur versement de 9100 £ à 5000 £/ an, et

de la hausse du salaire minimum de 6,7 % pour les plus de 21 ans et de 16 % pour les 16-20 ans. Le courrier émane de British Retail Consortium est notamment signé par Kingfisher, Marks&Spencer, Tesco, Boots et Sainsbury. Il rejoint plusieurs interventions de dirigeants du secteur, telle celle de Nish Kankiwala, CEO des magasins John Lewis, sur un budget opérant une « saisie » sur le commerce à un niveau inattendu. Le secteur a en outre exprimé sa déception sur une absence de réforme de l'impôt sur les locaux commerciaux (business rate), jugé très daté et pénalisant le commerce physique au profit du commerce en ligne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr